

Cluster Protection

Republique Democratique du Congo



Les civils pris pour cibles dans les affrontements dans les Kivu

Goma/Bukavu, 1^{er} juin 2012 – Le cluster protection est vivement préoccupé par le regain de violence contre les civils pris pour cibles dans les affrontements armés dans l’est de la République démocratique du Congo (RDC).

Depuis la fin du mois d’avril 2012, la sécurité des populations civiles s’est fortement dégradée dans le Nord et le Sud-Kivu suite aux récents combats qui opposent l’armée congolaise (FARDC) et des groupes armés mutins. Selon les derniers chiffres des Nations Unies, plus de 100 000 personnes ont été forcées de fuir leurs maisons pour échapper à la violence.

Les défections dans les rangs de l’armée et le redéploiement de celle-ci pour les opérations contre les mutins ont aussi créé un vide sécuritaire dans de nombreuses zones où les populations vivent à la merci des groupes armés congolais et étrangers. Les populations civiles sont de plus en plus considérées comme des cibles par toutes les parties aux conflits et sont régulièrement victimes de représailles pour leurs liens supposés avec les groupes ennemis ou l’armée congolaise.

«Les affrontements de ce dernier mois ont clairement marqué une dégradation de la protection des civils », a constaté Alain Homsy, chef de mission du Conseil Norvégien pour les Réfugiés en RDC. « Les communautés locales se sentent de plus en plus vulnérables aux attaques».

Les villages font constamment l’objet de nouvelles incursions et de nombreuses personnes, y compris des femmes et des enfants, sont victimes de meurtres, violences et pillages. Les membres du cluster ont également constaté une augmentation des cas de recrutement d’enfants par les groupes armés, ainsi que de nombreux cas de violences sexuelles par des éléments des groupes armés et de l’armée congolaise. Même dans les zones où elles ont fui pour trouver la sécurité, ces populations sont toujours confrontées au travail forcé, aux extorsions, aux pillages et aux pressions par les groupes armés pour retourner dans leurs zones d’origine.

« Nous appelons toutes les parties au conflit à respecter les droits des civils et les obligations du droit humanitaire » a déclaré Stefano Severe, Représentant Régional du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). « Il est non seulement impératif que tous les acteurs armés mettent fin aux exactions commises par leurs membres contre les populations civiles, mais aussi qu’ils permettent un accès humanitaire aux Agences des Nations Unies et aux ONGs qui ont pour vocation de protéger et d’assister les populations civiles».

Face à cette dégradation de la protection des civils dans les Kivu, le cluster protection appelle le gouvernement de la RDC à déployer tous les efforts nécessaires pour assurer la

protection de la population. La présence d'unités formées et équipées de l'armée et de la police est nécessaire sur la durée pour garantir la sécurisation des populations pendant et après les opérations. Ces mesures doivent aussi inclure la poursuite des éléments FARDC auteurs de violations contre les civils, le paiement des soldes et la fourniture des rations et autres ressources nécessaires.

La MONUSCO, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo, a également un rôle essentiel pour la protection des civils. La MONUSCO, y compris son bras armé, doit conserver son mandat et toutes ses capacités pour continuer et renforcer les actions de protection et répondre aux besoins de sécurité des populations.

Informations pour les journalistes:

Le Cluster Protection est le forum de coordination des organisations internationales et nationales civiles pour la réponse aux problèmes de protection des civils affectés par les conflits armés en RDC. Les clusters sont des groupes sectoriels de coordination humanitaire regroupant les organisations concernées et coordonnées par une agence internationale. Le Cluster Protection en RDC est coordonné par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et regroupe plus de 40 organisations membres.

Plusieurs incidents graves contre les populations civiles dans l'Est de la RDC ont été rapportés en mai 2012. Ci-dessous les exemples des cas les plus graves:

- Incursions dans plusieurs villages du groupement de l'Ufamandu 1 (Masisi – Nord Kivu) par des groupes armés, les 12 et 14 mai 2012. Bilan : 50 maisons incendiées et au moins cinq personnes tuées
- Massacres au Sud Kivu par des groupes armés, à Lumendja le 5 mai 2012, Kamangana le 13 et 14 mai et une attaque contre la MONUSCO le 15 mai. Bilan : au moins 65 personnes tuées, parmi lesquelles plusieurs ont été brûlées vives. Nombreuses maisons incendiées.

39 cas de violences sexuelles contre des femmes ont été rapportés entre le 27 avril et le 20 mai 2012 dans la province du Nord-Kivu. Tous ces cas ont été attribués à des hommes en armes. Parmi ces cas, au moins 7 ont été commis au cours des affrontements, et 6 cas pendant les mouvements de déplacement des civils en fuite. A cause des mouvements de populations, des craintes de représailles et des difficultés d'accès aux services de prises en charge des victimes, ces chiffres ne représentent qu'une partie des cas de violences sexuelles dans la province.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Christophe Beau, Coordinateur du Cluster Protection du Nord-Kivu, Goma, RDC

Email : beau@unhcr.org

Tel : + 243 81 83 08 158

Francesco Ardisson, Coordinateur du Cluster Protection du Sud-Kivu, Bukavu, RDC

Email : ardisson@unhcr.org

Tel : + 243 99 79 67 113